HAL
open science

Le rôle de l'antenne Omega à la Réunion pendant la guerre froide

Héloïse Finch

To cite this version:

Héloïse Finch. Le rôle de l'antenne Omega à la Réunion pendant la guerre froide. Revue historique de l'océan Indien, 2006, Science, techniques et technologies dans l'océan Indien : XVIIe-XXIe siècle, 02, pp.258-265. hal-03412338

HAL Id: hal-03412338

https://hal.univ-reunion.fr/hal-03412338

Submitted on 3 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le rôle de l'antenne Omega à La Réunion pendant la Guerre Froide

Héloïse Finch
Université de Michigan à Ann Arbor, USA

Comprendre le rôle stratégique de l'île de La Réunion après la Deuxième Guerre mondiale nous offre une manière très fructueuse d'entreprendre une étude sur le rapport entre la science militaire et la politique française dans l'océan Indien. De la même manière, étudier la société réunionnaise pendant cette époque nous offre une perspective nouvelle afin de reconsidérer l'influence mondiale des différentes techniques de nationalisme pendant la guerre froide[1].

Après l'indépendance de l'Algérie en 1962, la France n'avait pu retenir qu'une poignée de ses territoires coloniaux repartis à travers le monde. Bien que la République fût réellement divisée en plusieurs parties - la France métropolitaine et la France de l'outre-mer - l'idéologie de la politique française voulait que ces « confettis d'empire » restent au sein d'une république « une et indivisible », remplis de citoyens loyaux qui jouissaient, en théorie, de droits égaux à ceux des habitants de Métropole. Cependant, en 1962 la réalité était bien différente pour les habitants des DOM. Bien que la France ait connu une amélioration de la qualité de vie depuis le début des années cinquante, des îles comme La Réunion n'avaient pas vu de grands changements jusqu'alors.

Cependant, l'arrivée en 1963 de Michel Debré entraîne La Réunion dans un changement total. Après avoir été élu en tant que député de l'île, Debré entreprend un projet de modernisation de l'île, comprenant des transformations sociales massives, dans une rhétorique de « continuité territoriale », mais qui servait pour l'essentiel à encourager les Réunionnais à rester fidèles à la France. « *Naturellement*, dit-il, *la politique sociale n'est qu'un préalable, mais un préalable indispensable, parce qu'on ne peut pas penser que le sentiment national du peuple réunionnais demeurera ce qu'il est si sa situation sociale, non seulement persistait mais était aggravée par le flot démographique* »[2].

La Réunion, donc, c'est le siège ministériel de Debré, et c'est là où il va entreprendre tout le changement de la société réunionnaise par toutes sortes de technologies nouvelles : l'électrification de la Réunion rurale, les HLM, la télévision par satellite, les autoroutes, la santé publique, afin de promouvoir la politique d'une France puissante dans la scène internationale et indivisible intérieurement, même entre métropole et Département d'Outre-Mer. Ce désir de renforcer l'influence française dans ses ex-colonies relève bien sûr du contexte politique international.

---

1. Nous remercions l'Institut Leverhulme à Londres, Grande Bretagne pour son soutien financier à ce projet.
2. Michel Debré, cité par Gilles Gauvin, *Michel Debré et l'Ile de La Réunion 1959-1967*, Paris, L'Harmattan 1996, 341 p., p. 149.

Dans un monde clivé en deux par la guerre froide, et avec le passé récent des décolonisations de l'empire français, il fallait que la France sous de Gaulle se batte pour répondre au défi américain qui « *constitue pour le général de Gaulle une nécessité évidente, qui est de donner à la France les moyens de son indépendance* »[3]. Gabrielle Hecht a examiné comment, dans la période de l'après-guerre, l'idée de « faire rayonner » la France a pris des dimensions techniques nationalistes qui se sont axées autour de la promotion des technologies à la fois civiles et militaires : comme celle des processus nucléaires[4]. Par la suite, Gilles Gauvin note que « *[c]'est... à l'ensemble des départements et territoires d'outre-mer que M. Debré accorde la tâche de faire rayonner les valeurs démocratiques et républicaines de la France Métropolitaine. 'DOM et TOM... sont à la base de notre rayonnement, de notre science, de notre puissance.'* »[5]. Ainsi nous soulignons que cette politique « technique » en France s'est reflétée dans le désir de faire rayonner aussi les DOM par la science.

La Deuxième Guerre mondiale a vu la naissance de la radiocommunication, devenue l'un des secteurs de recherche les plus développés pour les utilisations militaires. La technique Omega a été créée aux Etats-Unis en vue de propager un système de radionavigation utilisant des courbes hyperboliques à une échelle mondiale. Pourquoi s'appelle-t-il Omega ? Wilkes propose la dernière lettre de l'alphabet grec car, pendant les années 50, le système Omega était regardé comme la technologie radiotéléphonique la plus en pointe, parce qu'elle était globale[6]. Pour d'autres, on avance que John Alvin Pierce, l'inventeur du système, avait conçu que les premières fréquences de transmission - 10 kHz – devaient être les plus basses du spectre radiotéléphonique de la même manière qu'Omega était à la fin de l'alphabet[7].

C'est aux Etats-Unis, en 1947, que Pierce, qui travaille à l'Université de Harvard, a proposé un système de navigation hyperbolique utilisant des ondes électromagnétiques de basse fréquence, ce qui est devenu le système Omega. Néanmoins, Omega faisait partie de toute une gamme de systèmes de radiocommunication en développement à l'époque. Toutefois, ce qui distinguait Omega des autres, c'était les ondes qu'il émettait et qui se situaient dans la gamme des très basses fréquences électromagnétiques. De suite, l'importance d'Omega pendant les années 50 fut sa capacité à transmettre des ondes sur des longues distances. Bien qu'il n'y ait pas d'évidence qu'Omega se soit développé en parallèle avec les sous-marins Polaris, il était bien connu à l'époque que ses ondes de basse fréquence avaient aussi la capacité particulière de pouvoir être captées sous l'eau par des sous-marins. Le début des années 60 est une période où les chercheurs américains veulent trouver un système de navigation fiable pour leurs sous-marins. Le résultat, c'est qu'ils se rendent compte que ce système convient parfaitement à l'infrastructure navale. Omega pouvait donner un

3. Serge Bernstein, et Pierre Milza, *Histoire de la France au XXe siècle : Tome IV 1958-1974*, Paris, Complexe, 1992, 393 p., p. 308.
4. Gabrielle Hecht, *Le rayonnement de la France : Energie nucléaire et identité nationale après la Seconde Guerre mondiale*, trad. Guenièvre Callon, Paris, La Découverte, 2004, 398 p.
5. Michel Debré, cité par Gauvin, *Michel Debré et l'Ile de La Réunion*, p. 136.
6. Owen Wilkes et Nils Petter Gleditsch, *Loran-C and Omega : A Study of the Military Importance of Radio Navigation Aids*, Oslo, Norwegian University Press, 1987, 397 p., p. 132.
7. URL <http://www.jproc.ca/hyperbolic/omega.html>

positionnement précis à leurs sous-marins patrouillant le long des côtes hostiles, tout en n'utilisant qu'un nombre très réduit de stations de transmission. C'était possible grâce à la nature des ondes de basse fréquence transmises par les antennes. Elles souffraient peu d'atténuation dans l'ionosphère et pouvaient donc se propager régulièrement et uniformément sur de longues distances autour du globe. Le nombre important des stations de transmission fut un des inconvénients du système de radionavigation Loran-C utilisé à la même époque par les Etats-Unis. Or, Omega pouvait aider les sous-marins américains à se positionner afin de détruire les sous-marins adverses lanceurs de missiles balistiques intercontinentaux, ou à guider des avions de reconnaissance partout dans le monde, avec moins d'infrastructures que Loran-C.

En 1965, la Marine des Etats-Unis établit un bureau pour le projet Omega, afin de développer et mettre en place ce premier système mondial de navigation permanent qui pouvait fonctionner quelles que soient les conditions météorologiques[8]. L'année suivante, le système Omega transmettait depuis quatre stations. Deux sur le territoire des Etats-Unis : le Dakota du Nord et Hawaii. A l'étranger, la Norvège et Trinidad. Par la suite les Américains projetaient d'en construire dans différentes parties du monde : l'Argentine, le Japon, le Libéria et la Nouvelle Zélande. Dans la même année, il y eut un accord MWDDEA (N° N66F 66.23) entre les Etats-Unis et la France pour l'étude et la réalisation du système Omega sur le territoire français, plus précisément à La Réunion[9]. Bien que la position géographique de l'île soit déterminante pour relayer le réseau Omega, la stabilité politique toute relative de l'île et de la France dans les années 60 était très importante dans le choix de l'implantation de l'antenne.

Celui-ci prévoyait un partage des coûts : la France donnant un terrain, la main d'œuvre, et s'occupant de la maintenance, et les Etats-Unis s'occupant de l'équipement en matériel spécialisé pour le transmetteur. Le financement du système Omega a varié selon les pays où il a été implanté ; néanmoins la logique de la marine américaine fut de partager les frais avec le pays d'accueil, afin de délocaliser la technologie et d'éviter ainsi des difficultés associées à l'implantation et les coûts d'une présence militaire permanente sur un sol étranger. Ainsi les Etats-Unis essayaient de vendre une idée de partage des frais en soulignant les possibilités d'usage civil – soit maritime, soit aéronautique - du système Omega. Oldenziel a commencé à explorer la signification de cette politique américaine d'utiliser des îles (comme La Réunion et Diego Garcia dans l'Océan Indien) pour des fins militaires, dans une sorte de colonisation par extension d'influence, au lieu d'une colonisation et gouvernance de grands territoires étrangers par occupation à la manière du XIXe siècle au Mexique, à Cuba, à Puerto Rico ou aux Philippines[10].

8. G. P. Asche, « The Omega System of Global Navigation », *International Hydrographic Review* (50:1) 1972, pp. 87-99.
9. Le MWDDEA ou *Mutual Weapons Development Data Exchange Agreement* fut une procédure suscitée par les Etats-Unis en 1963 afin d'échanger des informations techniques, scientifiques ou militaires avec des pays étrangers alliés.
10. Ruth Oldenziel, « Tropical islands as stepping stones : the American empire and its hardware », communication présentée lors de la conférence *Bodies, Networks and Geographies : colonialism, development and cold war techno-politics* à l'Université de Michigan, Ann Arbor, USA, 28-29 octobre 2005.

Nous soulignons qu'Omega était l'un des rouages du système militaire américain de défense de l'époque, un système qui influençait beaucoup de pays dans le monde et dont La Réunion faisait partie intégrante. Ce système était doublement important car il touchait au cœur du dispositif nucléaire américain. Ironiquement, il se peut bien que le projet de lancer un sous-marin nucléaire français - afin de faire rayonner une France politiquement et militairement « indépendante » de l'OTAN et des Etats-Unis - ait encouragé la France à dialoguer avec les Etats-Unis afin d'installer Omega sur le sol français. Ainsi le sous-marin nucléaire *Redoutable* fut déployé pour la première fois en France en 1967. A partir de 1973 la France sera après les Etats-Unis l'un des plus grands utilisateurs du système Omega et tous les sous-marins français auront un récepteur à bord[11].

En 1970, trois sites furent proposés pour l'antenne Omega à La Réunion. Il y avait deux solutions potentielles. Le cirque de Mafate était préconisé pour une antenne dite de type « vallée ». La Plaine des Cafres et la Plaine Chabrier à Saint-Paul étaient retenues pour une antenne dite de type « parapluie ». L' « antenne vallée » était « *tendue entre deux sommets et surplombant une vallée. L' « antenne parapluie » [était] supportée par un pylône central de l'ordre de 400 mètres de haut et implanté sur une plaine* ». Durant le mois d'octobre 1970, une étude de faisabilité fut réalisée par des experts américains et Thomson C.S.F. Des ingénieurs américains arrivèrent sur le sol réunionnais le 16 novembre 1970. Deux ans plus tard, le 30 novembre 1972 des ingénieurs français partirent en mission d'étude aux Etats-Unis[12]. En 1973, les Etats-Unis finalisèrent l'accord avec la France afin de commencer leur projet à La Réunion. La Plaine Chabrier est dès lors officiellement choisie: le site de Mafate aurait été beaucoup trop coûteux, et la Plaine des Cafres était censée être trop proche du volcan et de ses séismes, et moins à l'abri des vents cycloniques que la Plaine Chabrier. Du côté français le financement de l'opération sera assuré par le Ministère des DOM-TOM, le Ministère de l'Equipement et le Ministère de la Défense Nationale pour un coût total de 36,2 millions de Francs de l'époque[13].

Comment l'implantation d'une base militaire et d'une tour de 426 mètres de haut a-t-elle été vécue à La Réunion ? Depuis le début des années 60, la Plaine Chabrier est un terrain agraire étendu faisant partie de la zone agricole de Cambaie, dont la plus grande partie appartient à la famille Chabrier de Saint-Paul. Sur une trentaine de parcelles différentes, il y a quelques agriculteurs qui pratiquent toujours le colonat de la canne, des cultures vivrières, des cultures d'arbres fruitiers – et élèvent leurs enfants dans des cases en bois sous tôle. Nous avons parlé avec M. et Mme. Payet qui ont élevé neuf enfants dans une de ces cases. M. Payet était docker au Port tout en faisant le colonat de la canne et des cultures vivrières pour madame Chabrier. Il livrait sa canne à l'usine de Savanna, et restait parfois debout des nuits entières pour arroser ses champs au retour du Port. Il y avait aussi des propriétaires privés qui cultivaient des arbres fruitiers, ou qui avaient des cocoteraies sur leurs terrains. M. Gokalsing, l'un des propriétaires, nous a parlé d'un terrain très propice aux cultures dont l'irrigation était réalisée par un système de canalisations depuis la Mare à Cadet. De plus, il y avait une société de transport et deux sociétés de concassage exploitant une carrière à côté de la route nationale, qui d'ailleurs est toujours visible de nos jours.

---

11. Owen Wilkes, *Loran-C and Omega*, p. 165.
12. Archives Départementales de La Réunion (ADR) 1076W 44-45 (Construction de la Station Omega 1973-1978).
13. ADR 1076W 44.

La décision fut prise par la préfecture de mettre en marche la procédure d'expropriation des terrains par acquisition à l'amiable en avril 1973, après avoir fait toutes les études parcellaires nécessaires pour l'expropriation de ces terrains pendant les dix-huit mois précédents. Au total il y avait une trentaine de propriétaires de parcelles sur le terrain de l'antenne Omega qui s'étendait sur 160 hectares.

Le maire de Saint-Paul, Julius Bénard, essaya de s'opposer aux travaux, en arguant que la construction de lotissements sociaux à l'alentour serait affectée par la présence de la tour. Cependant, les services techniques de la Marine lui objectèrent que les contraintes techniques de la tour Omega ne gêneraient en aucun cas la construction de ses lotissements. A partir de mai 1973, donc, la construction commença à la Plaine Chabrier selon un emploi du temps rigoureux. Les gens vendirent leur terrain au gouvernement pour un prix inférieur au marché, et même ceux qui s'y opposaient furent bientôt obligés de céder leurs terrains car la construction devait être terminée en octobre 1974[14].

Toutefois, d'un point de vue comparatif, le plus impressionnant dans cette affaire s'avère le silence étonnant qui entoure l'implantation de l'antenne sur le sol réunionnais. En effet, durant l'année 1973, l'antenne est très peu présente dans la presse écrite réunionnaise, à l'exception d'un article du *Journal de l'Ile (JIR)* du 27 mars 1973. La planification au niveau national, les expropriations et l'implantation de cette tour sont passées sous silence – même ceux qui sont alors obligés de quitter la Plaine Chabrier ne médiatisent pas leur sort.

L'année suivante, en 1974, les travaux étant déjà bien avancés, la presse découvre alors l'existence du projet de la tour Omega. Comment expliquer la quasi-absence de discussion dans la presse réunionnaise ? Examinons de plus près les réponses dans la presse d'extrême gauche locale. Au mois d'août 1973, le mensuel *Jeunesse Marxiste* fait plusieurs commentaires en ce qui concerne la construction d'une nouvelle antenne Omega. Néanmoins, bien que l'auteur reconnaisse l'existence d'une « *base Omega franco-américaine* », il souligne pourtant le caractère *français* du projet en tant que « *centre nerveux du système militaire français dans l'Océan Indien, destiné au radioguidage des sous-marins atomiques* »[15]. Bien que *Jeunesse Marxiste* ait tenté de se mobiliser contre « *la militarisation de La Réunion* », le journal n'a qu'un petit tirage. *Jeunesse Marxiste* révèle que les détails de cette réunion de mobilisation en août 1973 ne seront pas publiés par *Témoignages*, l'organe officiel du Parti Communiste Réunionnais (PCR), même si l'opposition aux sous-marins nucléaires est un des pôles d'opposition du Parti Communiste Français au nucléaire militaire français. Evidemment, si même le PCR qui avait déjà une voix minoritaire à La Réunion n'était pas disposé à soutenir ce genre de mobilisation, le grand public ne pouvait aucunement avoir connaissance de la vraie utilisation de cette tour.

De l'autre côté des allégeances politiques, les porte-parole de la droite réunionnaise sont eux aussi réticents à publier des articles sur la tour. A part son article en avril 1973, le *JIR* se mure dans le silence jusqu'en avril 1974. Ce même mois, *Le Combat National* et le *JIR* qui sont les organes officiels et non officiels de Michel

14. ADR 1076W 45.
15. ADR 1PER206 *Jeunesse Marxiste* août 1973.

Debré à La Réunion, consacrent chacun un article aux constructions de la Plaine Chabrier. Dans chaque cas, les descriptions ciblent un système qui allait mettre en valeur La Réunion. Ces articles sont loin de parler de la tour à la manière de ceux qui protestaient contre son installation en Norvège ou en Nouvelle-Zélande, où les termes du débat s'axaient autour du fait qu'elle allait mettre le pays en danger. A La Réunion la discussion révèle que l'antenne Omega est absolument anodine. Le titre de l'article de *Combat National* est « *Un Très Grand Crayon!* ». Dans l'article, le système Omega est décrit comme quelque chose qui n'allait être utilisé que dans le domaine civil. *Le Combat National* nous révèle qu'à la plaine Chabrier « *on découvre... des cultures peu reluisantes sur un sol où il n'y a guère que des carrières de galets pour être rentables. Des cultures suffisantes, cependant, pour que les éternels anti-tout montent en épingle leur destruction. Tout est bon pour faire de la propagande* ». Cette référence à la « *propagande* » et aux « *éternels anti-tout* » nous ramènent au début de notre discussion sur la modernisation de La Réunion par la France, et le manque d'opposition à cette tour à La Réunion. D'abord il faut souligner que les entretiens oraux insistent sur le caractère très fertile de ce terrain. En outre, Owens et Wilkes enregistrent que même cinq ans après l'installation, en 1978, il n'y avait que 7 200 récepteurs civils repartis dans le monde dont 3 900 hors des Etats-Unis[16]. De plus, ce que *Le Combat National* n'a pas mentionné, c'est que le récepteur Omega transmet ses ondes sur 5 000 miles depuis La Réunion. Etant donné la hauteur de la tour, on ne peut pas capter à La Réunion les ondes que transmet la station de Saint-Paul, même si l'on arrive à capter les ondes des autres antennes à travers le monde.

Tout est bon pour la propagande, donc. Mis à part dans la presse archi-communiste, il n'y a pas mention de l'utilisation potentiel du système Omega par les sous-marins nucléaires Polaris, ni de son utilisation privilégiée à des fins militaires, ni du fait pour la France de devenir un complice technologique dans une future guerre nucléaire américaine, ni même du risque que pouvait courir La Réunion de devenir une cible nucléaire préférentielle !

Une comparaison avec un autre territoire insulaire révèle les mécanismes sociaux plus profonds qui sont en jeu à la Réunion – et dans les autres DOM-TOM - au début des années 70. Le gouvernement américain en association avec le gouvernement néo-zélandais a essayé d'implanter une antenne Omega en Nouvelle Zélande en 1968. Très vite des scientifiques de l'université de Wellington déploient une gamme d'arguments qui mettent en avant les risques que court l'Etat néo-zélandais de devenir une cible nucléaire en cas de conflit. Dans ce cas, on assiste à une prise de conscience importante des étudiants et chercheurs dans le mouvement contre l'implantation de l'antenne. Pendant la période qui va de 1968 à 1970, il y eut de grandes manifestations contre le projet d'installation, qui furent jugées plus fortes encore que le mouvement contre l'envoi des forces néo-zélandaises pour le Viêt-Nam à cette même époque[17]. Une alliance fut nouée entre des étudiants, des scientifiques et des politiciens de gauche qui avaient pu se procurer des documents gouvernementaux qui se sont avérés efficaces pour le mouvement d'opposition. Un an après, le projet d'installer une tour fut définitivement déménagé en Australie.

16. Owen et Wilkes, p. 193.
17. Owen et Wilkes, pp. 231-294.

Ceci montre à la fois la force et l'efficacité des protestations dans un pays de taille moyenne. Des exemples de protestations contre la tour peuvent se trouver ailleurs, en Norvège notamment. Pourquoi était-ce si différent à La Réunion ? À cause de son statut de DOM-TOM ? L'exemple de la Nouvelle-Zélande nous offre non seulement une perspective sur la différence entre le statut des DOM-TOM et les états indépendants, mais aussi une leçon sur la différence réelle entre les DOM-TOM et la métropole en ce qui concerne les connaissances techniques et la mobilisation politique pendant les années 70.

Il convient de répéter la logique politique de Michel Debré, et par extension celle du Général De Gaulle envers les « *vieilles colonies* » dont La Réunion. C'était une politique visant à insérer La Réunion, par une rhétorique de progrès et d'assimilation, dans l'espace national en utilisant l'implantation de technologies militaires et sociales diverses. Leur programme de transformation sociale de La Réunion s'était fait avec un transfert énorme d'argent gouvernemental vers La Réunion. Bien que Debré ait souvent été appelé « *papa* » dans le sens qu'il était un père généreux envers ses enfants réunionnais, Françoise Vergès souligne que l'arrivé de M. Debré à La Réunion n'était qu'une réincarnation de la « *romance familiale coloniale* ». Elle postule que depuis le début du XIXe siècle, sinon avant, la France a présenté une image idéalisée de la mère patrie envers ses populations colonisées. « *La dépendance et la dette étaient les éléments opératoires de la dynamique de la famille coloniale. Sa rhétorique a déplacé les relations sociales déterminées par l'organisation symbolique et économique d'échanges entre la colonie et la Métropole et les a remplacées par le thème de la dette perpétuelle de la colonie envers sa Métropole* »[18]. Qu'importe que l'antenne Omega ait été érigée en 1974, nous formulons l'hypothèse que la même logique a perduré. Une opposition à l'antenne Omega n'aurait pas été possible à La Réunion ; politiquement la répression de la gauche a été très forte pendant les années 60, et en tout cas il n'y avait qu'une très petite élite éduquée à cette époque. Les termes du débat n'auraient même pas pu être énoncés en dehors de la logique dominante de reconnaissance de l'aide française envers La Réunion à l'époque.

Aussi n'y a-t-il jamais une division totale entre la technologie et la politique. Pendant cette période, il ne faut pas oublier que l'idéologie du « rayonnement de la France » par le biais de la technologie était au centre de la pensée gaullienne. Dans cette logique, les DOM-TOM servaient autant à soutenir ce rayonnement français post-colonial qu'à montrer l'importance et l'influence de la France dans une période où la France a été marginalisée sur la scène internationale par l'influence croissante des Etats-Unis et de l'URSS, en tant que deux seules puissances importantes. Dans cette même logique de technologies nouvelles dans les DOM-TOM, il convient de penser aux tests nucléaires à Mururoa à partir de 1963, au centre spatial de Kourou en Guyane à partir de 1965 et à la nationalisation par les lois *Billotte* de l'extraction du nickel en Nouvelle Calédonie depuis 1969. La Réunion n'est donc pas un cas à part de cette politique d'utiliser la technologie dans les DOM TOM à des fins nationalistes, malgré leur isolement géographique de la Métropole, et peut être grâce a cet isolement géographique ? Pour la France de l'après-guerre, les accomplissements

18. Francoise Vergès, *Monsters and Revolutionaries : Colonial Family Romance and Métissage*, Durham, Duke University Press, 1999, 394 p. p. 6.

technologiques définissaient le pouvoir géopolitique. Nicolas Bancel nous rappelle donc que cette logique d'origine gaullienne incorpore « *d'un coté le discours de co-opération et de l'aide... de l'autre la préservation, quel qu'en soit le prix, des zones d'influence française dans ses ex-colonies* »[19].

En étudiant la tour Omega, on se renseigne alors plus profondément sur la politique américaine dans l'océan Indien à l'époque. Ce que nous avons trouvé dans les archives américaines est assez étonnant. On peut considérer que pour la plupart des Réunionnais, et même pour les Français métropolitains, les Etats-Unis étaient un pays lointain au début des années 70. Néanmoins, dans les archives du Congrès à Washington, on voit l'étendue de leur planification géopolitique pour l'océan Indien, qui prend en compte La Réunion, et d'autres îles alentours, notamment la base navale de Diego Garcia. Les Etats-Unis firent par ailleurs des études en vue d'installer une piste d'aviation à visées militaire sur l'atoll d'Aldabra dans le canal du Mozambique. Pour les politiciens et militaires américains, l'océan Indien était un endroit important, qu'il fallait maîtriser pour équilibrer la balance des pouvoirs nationaux pendant cette période. Ce qui est étonnant, donc, c'est la manière audacieuse par laquelle la France a essayé de cacher cette maîtrise américaine de l'océan Indien, en installant la Tour Omega à La Réunion en tant qu'expression de progrès national français.

HÉLOÏSE FINCH EST DOCTORANTE EN ANTHROPOLOGIE ET HISTOIRE
heloisef@umich.edu

19. Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Françoise Vergès, *La République Coloniale : Essai sur une utopie*, Paris, Albin Michel, 2003, 161 p., p.130.